

## DE BUENOS AIRES



N°17 – Du 21 au 27 avril 2023

## Le Chili publie sa stratégie nationale du lithium

Très attendue depuis déjà plusieurs années, la stratégie nationale du lithium chilienne a été présentée par le président chilien Gabriel Boric le 21 avril à Antofagasta, ville située au Nord du Chili. La stratégie expose la vision du Chili sur l'ensemble de la chaîne de valeur du lithium et cherche à donner une nouvelle impulsion dans l'exploration et l'exploitation de ce minerai stratégique tout en minimisant les impacts environnementaux. Depuis son élection fin 2021, le président Boric a pour ambition de développer la production de lithium au Chili en attirant de nouveaux investisseurs. En effet, le Chili est au 1<sup>er</sup> rang en termes de réserves de lithium (45% du stock mondial en 2021) et au 2<sup>e</sup> rang en termes d'exploitation (26% de la production mondiale). La stratégie nationale du lithium prévoit ainsi une participation majoritaire de l'État chilien dans les projets stratégiques de lithium en amont (exploration et exploitation) et en aval (production et transformation). Il ne s'agit néanmoins pas d'une nationalisation du lithium. Les contrats existants ne seront pas résiliés. Bien au contraire, le Chili compte sur des partenariats public-privé pour développer l'industrie du lithium. En outre, la participation de l'Etat ne se traduira pas nécessairement par une détention majoritaire du capital des entreprises mixtes. Qui plus est, le lithium est déjà considéré comme un bien national dans la constitution chilienne depuis 1980. En attendant la création de l'entreprise nationale du lithium, les deux entreprises minières publiques Codelco (1<sup>er</sup> producteur mondial de cuivre) et Enami seront chargées de mener des projets d'exploration et d'exploitation du lithium en association ou pas avec des acteurs privés. Dans le cadre des partenariats public-privé, l'État assumerait la vision stratégique tandis que les acteurs privés apporteraient le capital, les technologies et les réseaux commerciaux. Enfin, la stratégie se focalise sur la soutenabilité sociale et écologique de l'exploitation du lithium (inclusion des populations locales, protection des salars, obligation d'utiliser des technologies pour limiter les conséquences environnementales des extractions) et encourage l'innovation technologique (création d'un institut national de recherche sur le lithium et les salars). Suite à cette annonce présidentielle, les réactions politiques ont été très polarisées. Alors que les exploitants actuels (SQM et Albemarle) et les investisseurs étrangers ont, de manière générale, accueilli favorablement cette nouvelle stratégie, l'opposition a reproché au gouvernement de promouvoir un modèle étatiste. De son côté, le patronat a estimé que le contrôle majoritaire de l'État ferait fuir les investisseurs. Dans ce contexte, l'entreprise chilienne SQM, dont la concession expire en 2030, a entamé des discussions avec Codelco. Néanmoins, certains observateurs économiques ont exprimé des doutes sur la capacité de Codelco et d'Enami à conduire de nouveaux projets dans le lithium à cause de leurs difficultés financières et opérationnelles actuelles. En sus, l'État chilien pourrait ne pas être en capacité d'apporter une participation conséquente au capital des nouvelles entreprises en raison des contraintes budgétaires. Signe de cette inquiétude, les actions de SQM et d'Albemarle ont respectivement chuté de 16,8% et de 8,7% dans la journée qui a suivi l'annonce de cette nouvelle stratégie. En dépit de ces défis, la stratégie nationale du lithium fait sortir le Chili de plusieurs décennies d'immobilisme trans-partisan sur le lithium. Elle place également l'entreprise minière publique Codelco comme un acteur incontournable du lithium au Chili à court-terme. Pour les investisseurs étrangers, la stratégie constitue une étape importante car elle ouvre l'exploitation du lithium aux acteurs privés, même si cette dernière se fait en partenariat avec l'État chilien.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 26

Part du Chili dans la production mondiale de lithium (%)

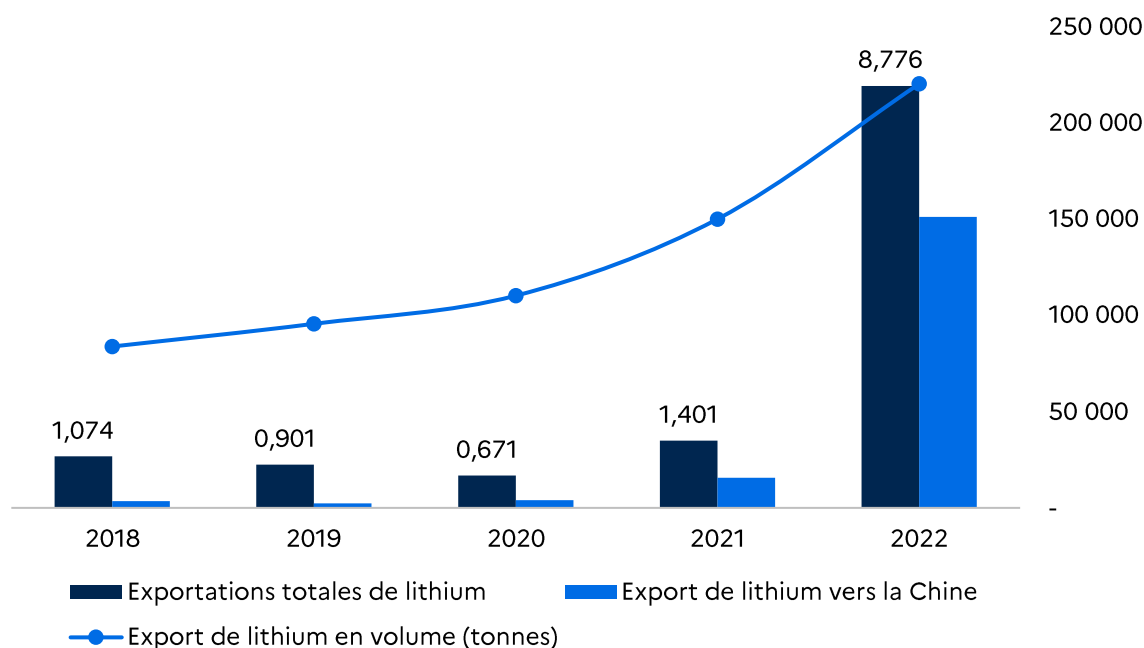
## Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
<b>Derniers chiffres annuels</b>					
Croissance du PIB réel	2022	5,2%	2,7%	0,2%	5,3%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	9,8%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2022	-2,4%	1,1%	-3,0%	-3,4%
Dettes publiques (% du PIB)	2022	84,5%	38,0%	36,6%	88,9%
Solde courant (% du PIB)	2022	0,7%	-9,0%	-5,2%	-2,5%
Dettes extérieures (% du PIB)	2022	79,8%	76,4%	32,5%	85,2%
<b>Prévisions et anticipations</b>					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	98,4%	5,0%	4,1%	7,1%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	0,2%	-1,0%	4,5%	2,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	-2,7%	-0,5%	0,2%	1,7%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	2,0%	1,9%	3,5%	2,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	0,7%	1,9%	2,5%	2,5%
<b>Pour mémoire</b>					
PIB nominal (Mds USD)	2022	512	325,3	39,6	62,4
Population (millions)	2022	46,3	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

## Graphique de la semaine

## Chili – Évolution des exportations de lithium en quantité (T) et en valeur (Md USD)



Sources : Douanes, SE Santiago, SER Buenos Aires

# ARGENTINE

## Face aux tensions cambiales, la Banque centrale relève fortement son taux directeur

Après avoir relevé le taux d'intérêt sur les titres Leliq – servant de taux de référence – de 300 points de base pour l'établir à 81% la semaine dernière (jeudi 20 avril), la Banque centrale a, cette semaine, réhaussé le taux d'intérêt, de 1.000 points de base, pour atteindre 91%. A ce niveau, le taux d'intérêt en rythme annualisé s'établit à 141% en rythme annualisé, soit bien au-dessus des prévisions d'inflation (110% pour fin 2023). Alors que la première réaction des autorités monétaires avait été perçue comme timide par les marchés, la volatilité sur les marchés cambiaux s'est accélérée, ce qui a entraîné un décrochage du peso. En seulement trois jours, le taux de change vis-à-vis de la devise américaine est passé de 400 à 495 pesos, soit une dépréciation de 24%.

A travers ces hausses des taux et les interventions directes sur les marchés cambiaux parallèles (estimées à 50 MUSD la journée du 25 avril), les autorités monétaires espèrent contenir l'hémorragie des réserves internationales (36,5 Md USD, en baisse de 2,5 Md USD depuis début avril) et atténuer la pression haussière sur les prix. Le resserrement de la politique monétaire devrait toutefois freiner l'activité et alourdir le coût de stérilisation de la politique monétaire (estimé à 4,5% du PIB avant les hausses des taux d'intérêt, pour un stock des Leliq représentant environ 10% du PIB).

La nervosité des marchés s'explique à la fois par les mauvais résultats économiques

(récession attendue autour de 3%, inflation à 104,3% en mars) et l'incertitude politique à l'approche des échéances électorales, marquée notamment par le renoncement du président Alberto Fernandez à briguer un second mandat. Dans ces conditions, une délégation du ministère de l'Economie s'est rendue à Washington pour négocier une révision du programme avec le Fonds monétaire international. Selon la presse, les autorités argentines souhaiteraient aussi obtenir une avance du Fonds de 11 Md USD (équivalent aux déboursements attendus jusqu'en décembre 2023) pour compenser les pertes liées à la sécheresse (au moins 20 Md USD) ou une modification du chronogramme de remboursement afin de pouvoir arriver aux élections (primaires en août, présidentielle en octobre) sans dévaluer le peso.

Par ailleurs, le ministre de l'Economie Sergio Massa a annoncé qu'il utiliserait le swap en yuans pour payer les importations chinoises (17,5 Md USD en 2022, pour un déficit commercial de l'Argentine de 9,4 Md USD). Il a également proposé aux syndicats et aux chefs d'entreprise de conclure un accord de stabilité des prix durant 90 jours.

## Nucleoeléctrica Argentina a levé 93 MUSD pour rénover la centrale nucléaire Atucha I

Le 18 avril, l'entreprise publique argentine Nucleoeléctrica Argentina (dont les parts sont détenues à 79% par l'État, à 20% par la commission nationale de l'énergie atomique et à 1% par l'entreprise publique de vente d'électricité Ebisa) a lancé une deuxième campagne de souscription à ses obligations. L'objectif de cette campagne est d'alimenter un fonds fiduciaire pour financer l'extension de vie de la centrale nucléaire Atucha I et la



construction d'un centre d'entreposage à sec des déchets nucléaires.

**La société, qui gère les trois centrales nucléaires du pays – Atucha I, Atucha II et Embalse – a collecté 93 MUSD lors de son appel d'offre, soit 16% de plus que le montant attendu.** A l'issue du premier appel d'offres lancé en janvier, elle avait obtenu 30 MUSD. D'autres campagnes sont attendues dans la mesure où, au total, le projet de rénovation d'Atucha I requiert 600 MUSD d'investissements.

**Les travaux seront lancés en septembre 2024 pour une durée de 30 mois et devraient garantir 2.000 emplois.** La finalité du projet est de maintenir la participation de l'énergie nucléaire dans le mix énergétique argentin (5% de l'offre énergétique en 2022) et d'assurer la fourniture d'une énergie décarbonée à approximativement un million d'argentins pendant 25 ans supplémentaires.

## CHILI

**L'approbation par le gouvernement de l'extension de la mine Los Bronces pour 3,5 Md USD dynamise le secteur du cuivre**

**Le gouvernement chilien a annoncé la semaine dernière avoir approuvé à l'unanimité du comité ministériel l'extension de la mine de cuivre de Los Bronces.** Exploitée par le groupe minier Anglo American, Los Bronces est la 7<sup>e</sup> plus grande mine de cuivre du Chili et son agrandissement représente un investissement de 3,5 Md USD. Après un an de délai, le projet a finalement obtenu l'accord du service d'évaluation

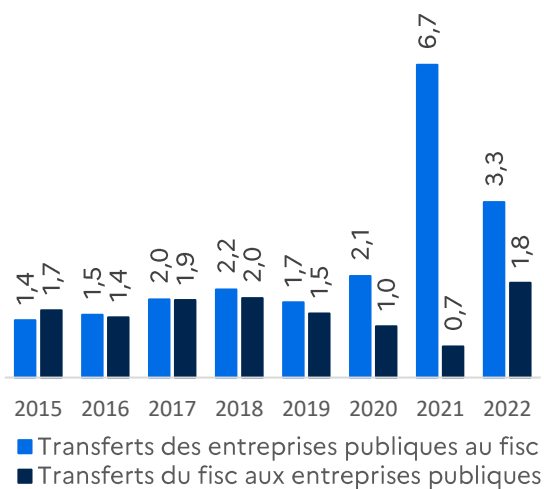
environnementale (SEA) grâce à de nouvelles propositions d'Anglo American pour atténuer l'impact environnemental de l'extension de la mine. Toutefois, plusieurs associations écologistes considèrent que les mesures de mitigation proposées par Anglo American sont insuffisantes (notamment concernant les ressources hydriques) et ont d'ores et déjà annoncé qu'elles déposeront un recours contre la décision du gouvernement.

**L'extension de la mine de Los Bronces devrait durer deux à trois ans, mais aurait des retombées économiques dès cette année sur le Chili selon certains observateurs économiques, qui estiment que le projet contribuera à éviter une récession en 2023.** À moyen terme, un projet de cette envergure aura un impact très positif sur l'investissement et sur l'activité économique en 2024 (jusqu'à +0,4 point de croissance du PIB). L'approbation de ce projet constitue également un signal positif pour l'industrie minière du cuivre, dont la production a stagné ces dernières années, qui fait face à des problèmes opérationnels et à la réduction inévitable des teneurs de cuivre des gisements. Du fait de la place centrale du cuivre dans l'économie chilienne, ce signal de relance du secteur devrait également bénéficier à l'emploi, aux secteurs de l'énergie et des transports. Enfin, le gouvernement chilien a réaffirmé par cette décision son soutien aux projets miniers tout en exigeant que les nouveaux projets se réalisent selon des normes environnementales élevées.

**Bien qu'en baisse, les transferts d'argent des entreprises publiques à l'État chilien demeurent à un niveau élevé**

D'après la direction chilienne des impôts, les transferts d'argent des entreprises publiques chiliennes au fisc ont chuté de 43,9% en 2022, mais se maintiennent cette année au deuxième niveau le plus élevé depuis 2015, soit 3,5 Md USD. Cette forte baisse s'explique notamment par le ralentissement de l'économie après la forte croissance de 2021 qui avait permis de récolter des recettes fiscales record. Quant à eux, les financements de l'État aux entreprises publiques (via des apports du fisc et des apports en capitalisation) ont augmenté de 205% sur la même période, à 1,9 Md USD, et atteignent leur plus haut niveau depuis 2015 après un minimum historique en 2021. La balance reste cependant positive pour l'État chilien qui a globalement gagné plus qu'il n'a transféré à ses entreprises publiques.

#### Évolution des transferts de revenus entre le fisc et les entreprises publiques au Chili (Md USD)



Sources : Banque centrale, SE Santiago, SER Buenos Aires

Dans le détail, les apports de l'État ont principalement été constitués d'apports extraordinaires de capitaux (1,0 Md USD, +451,8%), d'investissements (0,4 Md USD, +107,7%) et de la capitalisation des profits des entreprises publiques (0,3 Md USD, +84,1%). Les principaux bénéficiaires des apports financiers de l'État sont BancoEstado (en partie dans le cadre d'un programme de renforcement financier pour atteindre les critères de l'accord bancaire Bâle III), le Métro de Santiago (pour financer la future ligne 7 de métro) et l'entreprise ferroviaire EFE (pour financer le service de sa dette).

D'autre part, la grande majorité (72,2%) des recettes d'entreprises publiques récoltées par l'État proviennent de Codelco, pour 2,6 Md USD. Néanmoins, ces recettes sont en baisse de 52,5% par rapport à 2021, à cause des problèmes opérationnels et de la réduction de la teneur en cuivre des gisements, qui ont affecté l'activité du premier producteur de cuivre mondial et entraîné une baisse de 10% de sa production. L'autre grande entreprise minière publique Enami a fait face aux mêmes problèmes de baisse de production et a rapporté moins de 1 Md USD, soit son plus faible résultat depuis huit ans. Étant donné le rôle central que devront jouer Codelco et Enami dans l'industrie du lithium d'ici la création d'une entreprise nationale du lithium, comme annoncé dans la stratégie nationale du lithium du 21 avril, les prochains transferts d'argent de l'État devraient bénéficier à ces deux entreprises publiques, afin de porter leur action et résoudre leurs problèmes opérationnels actuels.

## PARAGUAY

**Les élections générales se dérouleront le 30 avril, mobilisant autour des thèmes de la pauvreté et de la corruption**

Le 30 avril, le peuple paraguayen se prononcera lors des élections générales sur un président et son vice-président, qui succédera le 15 août au président actuel, Mario Abdo Benítez de l'association nationale républicaine (ANR), pour 5 ans sans possibilité de réélection. Le parlement paraguayen étant un système bicaméral à la proportionnelle, les 45 sénateurs, les 80 députés et les 17 gouverneurs seront désignés à la même occasion. Bien que 13 listes soient en lice, trois candidats se démarquent dans les intentions de vote des dernières enquêtes d'opinion: Santiago Peña, de l'ANR, Efraín Alegre, de Concertation pour un nouveau Paraguay (CPNP) et Paraguay Cubas, du Parti Croisé National (PCN).

Santiago Peña est le candidat avec le plus d'expérience en matière de politique économique. Après avoir travaillé au Fonds monétaire international (FMI) et avoir été directeur de la Banque centrale, il a été ministre des Finances de 2015 à 2017 sous le gouvernement Cartes. Les deux autres candidats, juristes de profession, ont également une expérience en politique. Efraín Alegre, déjà candidat aux présidentielles de 2018, a été ministre des Travaux publics et des Communications de 2008 à 2011 sous le gouvernement Lugo. Paraguay Cubas a, quant à lui, été sénateur de 2018 à 2019.

En matière économique et fiscale, Peña et Alegre défendent des mesures sociales, qui peuvent séduire l'électorat paraguayen caractérisé par un taux de pauvreté élevé (24,7% en 2022). Le premier déclare vouloir rendre les crèches gratuites pour faciliter l'accès des mères au marché du travail, augmenter les allocations familiales, faciliter les prêts immobiliers aux familles démunies, baisser les prix du gaz et créer 500.000 emplois sur 3 ans. Le second annonce vouloir baisser le coût des énergies, lancer un plan de santé, créer des subventions au réseau Internet pour faciliter l'accès à l'éducation, et créer un secrétariat d'Etat pour récupérer les fonds détournés par le gouvernement actuel. La ligne de Cubas pourrait être qualifiée comme de droite réactionnaire. Entre autres, le candidat propose de lutter contre la corruption, de réduire la dépense publique en réduisant le traitement des politiques et de restituer des terrains dans un flou juridique à l'Etat.

Malgré les efforts consentis par les gouvernements successifs (plan national de l'intégrité, de la transparence et de l'anticorruption 2021-2025) et les promesses des candidats, la politique paraguayenne reste entachée par la corruption. De nombreux membres de l'ANR, à l'image de Javier Zacarías Irún, ont été poursuivis pour corruption, trafic d'influence et détournement de fonds. L'ancien président Horacio Cartes et l'actuel président Benítez sont accusés par le Trésor américain de faits de contrebande de tabac et de financement du terrorisme. Le thème de la corruption sera sans doute décisif dans le choix des électeurs ce dimanche.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-François Michel,  
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :  
LinkedIn :  
Twitter :

simeon.morvan@dgtresor.gouv.fr  
Service Économique Régional pour le Cône Sud  
@Tresor\_ConoSud